

Bruxelles, 17 novembre 2016 (07.00 a.m. CET)

KBC Groupe : Robuste bénéfice de 629 millions d'euros au troisième trimestre.

Dans un contexte de taux d'intérêt bas persistants, de croissance économique modérée en Belgique et de dynamique plus soutenue en Europe centrale et en Irlande, KBC a enregistré un robuste bénéfice net de 629 millions d'euros au troisième trimestre 2016, contre 721 millions d'euros au trimestre précédent (résultat qui était influencé par un impact positif unique de 84 millions d'euros (après impôts) découlant de la cession des actions Visa Europe) et 600 millions d'euros au troisième trimestre 2015. Nos volumes de prêts ont continué de s'inscrire en hausse au troisième trimestre, tant en rythme trimestriel qu'annuel. Abstraction faite de l'impact de la vente des actions Visa Europe au trimestre précédent, nos revenus accusent un léger tassement de 3% au troisième trimestre. En tenant compte de notre bénéfice net de 392 millions d'euros au premier trimestre et de 721 millions d'euros au deuxième trimestre, notre résultat pour les neuf premiers mois de l'année s'établit à 1 742 millions d'euros, contre 1 776 millions d'euros pour la même période en 2015. Déjà solides, notre solvabilité et notre liquidité se sont encore renforcées. Comme annoncé précédemment, nous verserons un dividende intérimaire de 1 euro par action le 18 novembre 2016 au titre de l'exercice financier en cours, en tant qu'acompte sur le dividende total de 2016.

Principales données financières du troisième trimestre 2016 par rapport au trimestre précédent :

- Nos franchises de banque et d'assurance ont à nouveau réalisé un beau parcours sur nos marchés clés et dans nos principales activités.
- Les crédits à la clientèle ont progressé de 0,4%, avec une hausse des volumes dans la quasi-totalité des pays. Les dépôts de la clientèle ont reculé de 2%, l'augmentation des dépôts en République tchèque, en Slovaquie et en Bulgarie n'ayant pas suffi à compenser les baisses observées en Belgique (dépôts à terme arrivant à échéance), en Irlande et en Hongrie.
- Les revenus nets d'intérêts, qui constituent notre principale source de revenu, n'ont enregistré qu'une très légère contraction (inférieure à 1%), grâce à la diminution des frais de financement, et au gonflement des volumes d'investissements et de crédits. Notre marge nette d'intérêts s'est en moyenne établie à 1,90% au troisième trimestre, soit une baisse de 4 points de base en glissement trimestriel.

- Les primes encaissées sur nos produits d'assurance non-vie se sont inscrites en hausse de 2%, tandis que les déclarations de sinistres ont chuté de 7%. Par conséquent, notre ratio non-vie combiné atteint le niveau favorable 94% pour les neuf premiers mois de l'année. En revanche, après un deuxième trimestre porteur, les ventes de produits d'assurance vie ont reculé de 20%.
- Nos actifs sous gestion totaux s'élèvent à 209 milliards d'euros, soit une légère hausse (+1%) par rapport au trimestre précédent grâce à l'évolution positive des prix. Nos revenus nets de commissions ont regagné du terrain (+2%), essentiellement en raison de la hausse des commissions de gestion.
- Nos charges d'exploitation ont baissé de 1% par rapport au trimestre précédent, du fait de taxes bancaires moins importantes au troisième trimestre. Le ratio charges/revenus s'établit ainsi à 57% pour les neuf premiers mois de l'année.
- Le coût du crédit représente 0,07% de notre portefeuille de crédits pour les neuf premiers mois de l'année, un excellent niveau bas qui reste toutefois intenable.
- Notre position de trésorerie reste robuste et notre base de capital – avec un ratio common equity de 15,1% (phased-in, selon le compromis danois) – est toujours nettement supérieure à l'objectif réglementaire de 10,25% pour 2016.

Johan Thijs, CEO de notre groupe :

« L'incertitude persistante qui règne sur les marchés financiers, conjuguée au niveau durablement bas des taux d'intérêt, constitue un défi de plus en plus inhabituel pour l'ensemble des établissements financiers. Dans ces circonstances peu communes, nous continuons de nous positionner en tant que bancassureur qui place ses clients au centre de ses préoccupations. Ceux-ci continuent de nous confier leurs actifs en dépôt et comptent sur nous pour les aider à réaliser et à protéger leurs projets. Ce



trimestre encore, les volumes de prêts ont augmenté, tout comme les primes encaissées sur nos produits d'assurance non-vie. Nous sommes reconnaissants envers nos clients pour la confiance qu'ils placent en nous et qui témoigne de la réussite de notre modèle de bancassurance.

Le troisième trimestre s'est caractérisé par des revenus nets d'intérêts et des revenus nets de commissions attrayants, des charges d'exploitation stables et un niveau de coût du crédit qui reste faible. Nous continuons d'investir dans l'avenir et poursuivons proactivement le déploiement de nos plans de numérisation afin d'optimiser encore le service à la clientèle, tout en gardant un œil sur notre ratio charges/revenus. Nous sommes dans l'ensemble parvenus à générer un robuste résultat de 629 millions d'euros au cours du trimestre.

Outre cette belle performance, la solvabilité et la liquidité du groupe, déjà robustes, se sont encore renforcées au troisième trimestre et notre position de capital nous permet de verser un dividende intérimaire de 1 euro par action le 18 novembre 2016 au titre de l'exercice financier en cours, comme annoncé précédemment. Cela fait partie de la nouvelle politique du Groupe KBC en matière de dividendes, qui prévoit, sauf circonstances exceptionnelles ou imprévues, le paiement d'un dividende intérimaire de 1 euro par action en novembre de chaque exercice, ainsi que d'un dividende final dans le sillage de l'Assemblée annuelle des Actionnaires. Il s'agit là d'un signal rassurant adressé à toutes les parties prenantes qui ont placé leur confiance en nous. »

Aperçu Groupe KBC (consolidé)	3TR2015	2TR2016	3TR2016	9M2015	9M2016
Résultat net, IFRS (en millions EUR)	600	721	629	1 776	1 742
Bénéfice de base par action, IFRS (en EUR)*	1.41	1.69	1.47	4.16	4.07
Ventilation du résultat net, IFRS, par division (en millions EUR)					
Belgique	358	371	414	1 216	993
République tchèque	163	191	145	423	465
Marchés internationaux	92	123	106	184	289
Centre de groupe	-2	37	-36	-47	-5
Capitaux propres des actionnaires de la société mère par action (en EUR, fin de période)	33.6	35.5	36.2	33.6	36.2

* Remarque : en cas de paiement d'un coupon sur les titres de capital de base vendus au gouvernement régional flamand (en 2015) et les instruments additionnels Tier-1 inclus dans les capitaux propres, il sera déduit du numérateur (au pro rata). En cas de paiement d'une pénalité sur les titres de capital de base (en 2015), elle sera déduite de la même manière.

Le cœur de notre stratégie

- Notre stratégie de base reste centrée sur la fourniture de produits et de services de bancassurance aux particuliers, aux PME et aux moyennes capitalisations en Belgique, en République tchèque, en Slovaquie, en Hongrie et en Bulgarie.
- Établi dans plusieurs pays, notre groupe se compose de quelque 36 000 individus talentueux évoluant dans un environnement propice à la collaboration et au partage d'une culture commune. Notre culture est l'élément clé de notre stratégie, articulée autour de quatre grands principes interdépendants :

Nous cherchons à proposer à nos clients une expérience unique dans le domaine de la bancassurance.

Nous développons notre groupe dans une optique de long terme afin de générer une croissance durable et rentable.

Nous plaçons les intérêts de nos clients au premier plan de nos préoccupations et avons pour objectif de leur offrir à tout moment des services de qualité et des solutions pertinentes.

Nous prenons très au sérieux nos responsabilités à l'égard de la société et des économies locales et avons pour ambition d'intégrer ces aspects à nos activités quotidiennes.

- Nous sommes convaincus que notre stratégie, étayée par notre culture et les efforts de nos collaborateurs, nous permet chaque jour de gagner, de conserver et de renforcer la confiance de nos clients et, partant, de nous imposer en tant qu'acteur de référence au sein de nos marchés stratégiques.

Faits marquants du trimestre sous revue

- En septembre, nous avons remodelé notre cadre de développement durable à l'échelle du groupe en définissant des principes directeurs plus clairs et plus précis. Nous communiquons clairement sur notre façon de traiter un certain nombre de thématiques dans le domaine du social et de la durabilité. Cette politique de durabilité optimisée fait partie intégrante de notre stratégie d'entreprise, dès lors que nous cherchons en permanence à trouver le bon équilibre entre nos objectifs commerciaux et nos objectifs de développement durable. Nous recourons essentiellement à des principes directeurs et à des codes de conduite en ce qui concerne l'environnement, les droits de l'homme, les valeurs d'entreprise et autres thématiques sociales. Nous avons ainsi mis au point une nouvelle version de notre politique en matière d'énergie, introduit un durcissement des critères de notre politique renouvelée en matière de risque de crédit sur les prêts durables et responsables, et avons défini de nouvelles politiques en matière de régimes controversés et de droits de l'homme.
- Nous continuons de déployer proactivement nos plans de technologie financière afin d'optimiser encore le service à la clientèle.

En septembre, nous avons conclu un nouveau partenariat numérique en Irlande avec MyHome.ie afin de permettre aux personnes à la recherche d'un logement de visiter virtuellement les biens immobiliers à vendre. C'est la première fois qu'une banque donne aux acheteurs potentiels sur le marché résidentiel irlandais la possibilité de « voir » de près une maison à partir de leur ordinateur/appareil mobile.

Le même mois, nous avons lancé KBC K'Ching en Belgique, une application gratuite pour smartphones conçue afin de permettre aux jeunes d'effectuer des transactions financières en combinant une approche ludique et un design attrayant. Elle a pour objectif d'aider les 12-25 ans à acquérir des compétences financières et bancaires. Nous sommes la première banque à développer et à lancer une application spécialement conçue pour les adolescents et les jeunes adultes en Belgique et en Europe.

Toujours en septembre, nous avons permis à nos clients en Slovaquie de se connecter à leur application ČSOB SmartBanking grâce à leur empreinte digitale via la fonction Touch ID, qui offre aux utilisateurs un moyen d'identification innovant, très pratique et sécurisé. Les options de paiement par signature biométrique et sans contact se sont fortement développées en République tchèque, notamment par le biais des distributeurs automatiques ou de vignettes.

Nous avons également lancé KBC DriveSafe en Belgique en septembre, une application qui surveille le style de conduite des jeunes conducteurs qui viennent d'obtenir leur permis de conduire. KBC vise ainsi à contribuer à la prévention au sens large du terme.

En octobre, KBC Securities a lancé KBC Match'it, une plateforme numérique permettant de mettre en contact les entreprises cherchant un repreneur avec des acheteurs potentiels. Nous sommes ainsi le premier organisme financier à offrir une telle plateforme en Europe, sur laquelle nous présentons des recommandations et des solutions adaptées à chaque étape du cycle de vie des entreprises.

Aperçu de nos résultats et de notre bilan

Pour les données complètes du compte de résultat et du bilan consolidés selon les normes IFRS, nous vous renvoyons au chapitre « Consolidated financial statements » du rapport trimestriel, qui reprend également un résumé du résultat global, des variations des capitaux propres des actionnaires, ainsi que plusieurs annexes relatives aux comptes.

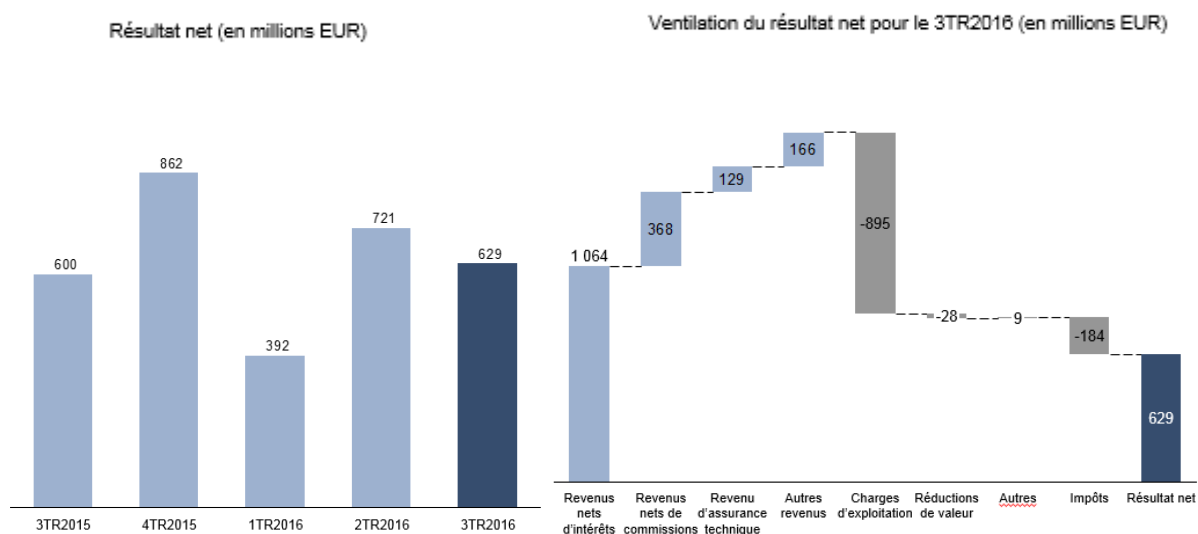
Compte de résultat consolidé, IFRS Groupe KBC (en millions EUR)	3TR2015	4TR2015	1TR2016	2TR2016	3TR2016	9M2015	9M2016
Revenus nets d'intérêts	1 062	1 066	1 067	1 070	1 064	3 245	3 201
Revenus d'intérêts	1 770	1 725	1 720	1 654	1 673	5 425	5 048
Charges d'intérêts	-708	-659	-653	-585	-609	-2 179	-1 847
Assurance non-vie (avant réassurance)	142	147	145	141	164	464	450
Primes acquises	336	336	341	349	367	981	1 047
Charges techniques	-193	-191	-196	-208	-203	-517	-597
Assurance vie (avant réassurance)	-51	-51	-35	-38	-34	-150	-107
Primes acquises	259	446	426	402	336	566	1 163
Charges techniques	-340	-496	-461	-440	-370	-1 006	-1 271
Résultat de la réassurance cédée	0	-10	-8	-13	-1	-18	-23
Revenus de dividendes	13	12	10	36	12	64	58
Résultat net des instruments financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat	47	-68	93	154	69	282	317
Résultat net réalisé sur des actifs disponibles à la vente	44	30	27	128	26	160	181
Revenus nets de commissions	383	371	346	360	368	1 307	1 074
Revenus de commissions	547	533	507	517	525	1 514	1 548
Charges de commissions	-164	-162	-161	-157	-157	-507	-475
Autres revenus nets	96	47	51	47	59	250	157
Total des revenus	1 736	1 543	1 697	1 885	1 727	5 604	5 308
Charges d'exploitation	-862	-962	-1 186	-904	-895	-2 928	-2 985
Réductions de valeur	-49	-472	-28	-71	-28	-275	-127
sur prêts et créances	-34	-78	-4	-50	-18	-245	-71
sur actifs disponibles à la vente	-15	-21	-24	-20	-7	-24	-51
sur goodwill	0	-344	0	0	0	0	0
autres	0	-29	-1	0	-3	-6	-5
Quote-part dans le résultat des entreprises associées et joint-ventures	6	5	7	6	9	20	22
Résultat avant impôts	831	114	489	916	814	2 421	2 218
Impôts	-231	749	-97	-194	-184	-644	-476
Résultat net après impôts des activités abandonnées	0	0	0	0	0	0	0
Résultat après impôts	600	863	392	721	629	1 776	1 742
attribuable à des participations minoritaires	0	0	0	0	0	0	0
attribuable aux actionnaires de la société mère	600	862	392	721	629	1 776	1 742
Bénéfice de base par action (EUR)*	1.41	-0.36	0.91	1.69	1.47	4.16	4.07
Bénéfice dilué par action (EUR)*	1.41	-0.36	0.91	1.69	1.47	4.16	4.07

* Remarque : en cas de paiement d'un coupon sur les titres de capital de base vendus au gouvernement régional flamand (en 2015) et les instruments additionnels Tier-1 inclus dans les capitaux propres, il sera déduit du numérateur (au pro rata). En cas de paiement d'une pénalité sur les titres de capital de base (en 2015), elle sera déduite de la même manière.

**Chiffres clés du bilan consolidé
Groupe KBC (en millions EUR)**

	30-09-2015	31-12-2015	31-03-2016	30-06-2016	30-09-2016
Total des actifs	257 632	252 356	261 551	265 681	266 016
Prêts et avances à la clientèle	126 971	128 223	129 703	131 383	131 973
Titres (actions et titres de créance)	71 115	72 623	72 860	73 494	72 774
Dépôts de la clientèle et certificats de dette	171 412	170 109	173 646	175 870	170 425
Provisions techniques avant réassurance	19 365	19 532	19 619	19 724	19 745
Dettes de contrats d'investissement, assurance	12 422	12 387	12 508	12 427	12 506
Capitaux propres des actionnaires de la société mère	14 022	14 411	14 335	14 834	15 135
Titres de capital de base sans droit de vote	2 000	0	0	0	0

Analyse du trimestre (3TR2016)



Le résultat net pour le trimestre considéré s'est établi à 629 millions d'euros, contre 721 millions d'euros au trimestre précédent et 600 millions d'euros en glissement annuel.

Le total des revenus a reculé de 8% en glissement trimestriel, dans la mesure où nous avons bénéficié au trimestre précédent d'un gain unique découlant de la vente des actions Visa Europe. Abstraction faite de ce gain, le total des revenus s'est contracté de 3% seulement.

- Nos revenus nets d'intérêts pour le trimestre sous revue (1 064 millions d'euros) n'ont que très légèrement baissé par rapport au trimestre précédent (moins de 1%) et au même trimestre un an plus tôt (0%), la faiblesse des taux d'intérêt pesant sur les revenus de réinvestissement découlant du portefeuille d'investissement. Par ailleurs, les revenus nets d'intérêts sont sous tension en raison de pressions accrues sur les marges au niveau de nos activités de prêts ainsi que des pertes de financement découlant de remboursements anticipés antérieurs de prêts hypothécaires. L'impact de ces éléments a été presque entièrement neutralisé par la baisse des coûts de financement, l'augmentation des volumes au sein du portefeuille d'investissement et la croissance des volumes de crédits (voir ci-après). En conséquence, la marge nette d'intérêts s'est établie à 1,90% pour le trimestre sous revue, en baisse de 4 points de base par rapport au trimestre précédent et de 9 points de base par rapport au même trimestre de l'année passée. Comme évoqué plus haut, la croissance des volumes de crédits a continué de soutenir les revenus d'intérêts : notre volume de prêts total a augmenté tant en glissement trimestriel (+0,4%) qu'en rythme annuel (près de +4%). Les volumes de dépôts ont en revanche chuté de 2% en comparaison trimestrielle (en partie du fait

de l'arrivée à échéance de certificats de dette et d'une nouvelle contraction du volume des dépôts à terme retail), mais se sont inscrits en hausse de 3% en rythme annuel.

- Les revenus techniques issus de nos activités d'assurance vie et non-vie (primes brutes acquises moins charges techniques brutes et résultat de la réassurance cédée : 129 millions d'euros) ont progressé de 43% par rapport au trimestre précédent et de 42% par rapport au même trimestre un an plus tôt.

Les activités d'assurance non-vie ont contribué à hauteur de 163 millions d'euros aux revenus techniques issus de l'assurance, soit une hausse de 27% par rapport au trimestre précédent et de 15% par rapport au même trimestre de l'année passée. À l'échelle du groupe, les primes acquises dans nos activités d'assurance non-vie ont augmenté de 2% en glissement trimestriel et de 7% en comparaison annuelle, tandis que les déclarations de sinistres, toujours pour l'assurance non-vie, ont baissé en rythme trimestriel (-7%) mais sont ressorties en ligne avec les chiffres de l'année précédente. Par conséquent, notre ratio combiné s'élève à 94% pour les neuf premiers mois de l'année.

Les activités d'assurance vie ont contribué à hauteur de -34 millions d'euros aux revenus techniques issus de l'assurance, contre -38 millions d'euros au trimestre précédent et -51 millions d'euros au même trimestre un an plus tôt. Après un deuxième trimestre relativement porteur, les ventes de produits d'assurance vie (produits à taux garantis et de la branche 23) ont reculé de 20%. Elles s'inscrivent cependant en hausse de 17% en glissement annuel, grâce essentiellement à l'augmentation des ventes de produits à taux garantis.

Au troisième trimestre 2016, les revenus mobiliers issus d'activités d'assurance ont diminué de 10% par rapport au trimestre précédent et de 4% par rapport au même trimestre de l'année dernière. Le repli en glissement trimestriel est essentiellement imputable à une baisse du revenu de dividende sous l'effet de facteurs saisonniers (l'essentiel des dividendes sont perçus au deuxième trimestre) ainsi qu'à de moindres plus-values réalisées sur les actions, tandis que celui en glissement annuel s'explique avant tout par la contraction du résultat net des instruments financiers à la juste valeur et du résultat net réalisé sur les actifs disponibles à la vente.

- Au cours du trimestre sous revue, les incertitudes persistantes sur les marchés financiers ont continué de faire souffler un vent d'hésitation parmi les investisseurs. Dans ce contexte, nos actifs sous gestion totaux sont malgré tout parvenus à s'inscrire en légère hausse en rythme trimestriel (+1% à 209 milliards d'euros), essentiellement sous l'effet de l'évolution positive des prix. Ils ont par ailleurs grimpé de 4% en glissement annuel, ici aussi grâce à l'évolution positive des prix, ainsi qu'à une modeste croissance des volumes. Nos services de gestion d'actifs constituent l'un des principaux moteurs des revenus nets de commissions, qui ont à nouveau progressé de 2% en comparaison trimestrielle (à 368 millions d'euros), grâce à l'augmentation des commissions de gestion découlant de la hausse des actifs sous gestion, ainsi qu'une allocation d'actifs moins rétive au risque. Les revenus nets de commissions s'inscrivent cependant toujours en baisse de 4% en glissement annuel, du fait d'un niveau moins élevé de commissions de gestion.
- Le résultat net des instruments financiers à la juste valeur s'établit à 69 millions d'euros au troisième trimestre 2016, après avoir atteint 154 millions d'euros au trimestre précédent et 47 millions d'euros au troisième trimestre 2015. Cette baisse en rythme trimestriel s'explique essentiellement par les modifications apportées à nos modèles d'ajustement des valorisations (CVA/MVA/FVA).
- Les autres éléments de revenu ont totalisé 97 millions d'euros, soit 114 millions de moins qu'au trimestre précédent et 56 millions de moins qu'au même trimestre un an plus tôt. Il convient de noter que nous avons bénéficié, au trimestre précédent, d'un gain de 99 millions d'euros (avant impôts) grâce à la cession de nos actions Visa Europe et à des revenus de dividendes élevés du point de vue saisonnier.

Les charges d'exploitation ont baissé de 1% en rythme trimestriel, mais ont augmenté de 4% en glissement annuel.

- À 895 millions d'euros pour le trimestre sous revue, nos charges d'exploitation ont légèrement baissé par rapport au trimestre précédent. Ce chiffre inclut des éléments compensatoires tels qu'une diminution des taxes bancaires et des coûts informatiques, une augmentation des frais professionnels ainsi que des différences temporelles. Nos coûts ont augmenté de 4% en glissement annuel, en raison de facteurs tels que la hausse des charges informatiques, des frais professionnels et des dépenses administratives générales (en partie du fait de différences temporelles), et ce malgré la baisse des dépenses de personnel. Le ratio charges/revenus de nos activités bancaires s'est établi dès lors à 57% pour les neuf premiers mois de l'année, contre 55% pour l'ensemble de 2015.

Réductions de valeur pour pertes de crédit : ratio de coût du crédit toujours très faible, à 0,07% year-to-date

- Les réductions de valeur pour pertes de crédit s'inscrivent à un niveau extrêmement bas de 18 millions d'euros pour le trimestre sous revue, soit une nouvelle amélioration par rapport aux 50 millions enregistrés au trimestre précédent et aux 34 millions un an plus tôt. Sur le plan des pays, les réductions de valeur pour pertes de crédit au troisième trimestre 2016 ont atteint 33 millions d'euros en Belgique (y compris le réseau limité d'agences de KBC Bank à l'étranger), 2 millions d'euros en République tchèque, 1 million d'euros en Slovaquie, 1 million d'euros en Bulgarie et 20 millions d'euros au niveau du Centre de groupe. Celles-ci ont toutefois été compensées par des libérations nettes (impact positif) en Hongrie (11 millions d'euros) et en Irlande (28 millions d'euros). À l'échelle du groupe, les réductions de valeur pour pertes de crédit ont atteint un niveau très bas de 0,07% du portefeuille total de prêts au cours des neuf premiers mois de l'année 2016. Fin septembre 2016, notre portefeuille de prêts comportait quelque 7,6% de crédits impaired (4,2% de crédits impaired en souffrance depuis plus de 90 jours). Dans les deux cas, il s'agit d'une amélioration progressive par rapport à la situation au début de l'année (8,6% et 4,8% respectivement).
- Les réductions de valeur sur actifs autres que des prêts sont ressorties à 10 millions d'euros, soit une nette amélioration par rapport aux 21 millions d'euros du trimestre précédent et aux 15 millions d'euros enregistrés au même trimestre un an plus tôt. Pour le troisième trimestre de 2016, ceci était principalement dû aux actions dans le portefeuille d'investissement des assurances.

Résultats par division

- Notre bénéfice trimestriel de 629 millions d'euros se répartit comme suit : 414 millions d'euros pour la division Belgique, 145 millions d'euros pour la division République tchèque, 106 millions d'euros pour la division Marchés internationaux et -36 millions d'euros pour le Centre de groupe. Un tableau reprenant les résultats complets et une analyse succincte par division sont disponibles à la section « Results per business unit » du rapport trimestriel ; des informations plus détaillées pour chaque division figurent également dans la présentation destinée aux analystes (sur www.kbc.com).

Fondamentaux robustes : fonds propres, solvabilité et liquidité

- À la fin septembre 2016, le total de nos capitaux propres (émissions additionnelles Tier-1 incluses) s'élevait à 16,5 milliards d'euros, en hausse de 0,7 milliard d'euros par rapport à son niveau du début de l'année. Cette évolution sur les neuf premiers mois de 2016 résulte de l'inclusion du bénéfice pour cette période (+1,7 milliard d'euros), de l'évolution de la valorisation des flux de trésorerie et des réserves disponibles à la vente (-0,2 milliard d'euros), de la décision de verser un dividende intérimaire (-0,4 milliard d'euros) et des réévaluations de régimes à prestations définies (-0,3 milliard d'euros).
- Nos ratios de solvabilité continuent de dépasser confortablement les objectifs de solvabilité imposés par les autorités réglementaires pour 2016 (minimum de 10,25%, Bâle III, phased-in selon le compromis danois). Au 30 septembre 2016, notre ratio common equity (Bâle III, selon le compromis danois) s'établissait à un solide niveau de 15,1% (phased-in) ou 15,3% (à pleine charge), tandis que notre ratio de levier financier (« leverage ratio », Bâle III, à pleine charge) ressortait à 6,2%. Malgré le plafond (« cap ») imposé par l'organe de contrôle belge, KBC Assurances affichait au

30 septembre 2016 un solide ratio de solvabilité de 170% en vertu du nouveau cadre réglementaire Solvabilité II (et 198% sans ce plafond).

- Notre liquidité s'est maintenue à un excellent niveau, avec un ratio LCR de 137% et un ratio NSFR de 123% à la fin du mois de septembre 2016.

Analyse de la période sous revue year-to-date (9M2016)

Notre résultat global pour les neuf premiers mois de l'année s'établit à 1 742 millions d'euros, contre 1 776 millions d'euros un an auparavant.

Par rapport aux neuf premiers mois de 2015, le résultat des neuf premiers mois de 2016 s'est caractérisé par :

- Une légère baisse des revenus nets d'intérêts (-1% à 3 201 millions d'euros) essentiellement imputable à la faiblesse actuelle des taux d'intérêt, à l'impact négatif des pertes subies sur les remboursements anticipés de prêts hypothécaires et à la contraction des revenus d'intérêts générés par la salle des marchés, qui a toutefois été partiellement compensée par la baisse des coûts de financement et la hausse des revenus d'intérêts des activités de prêts. Les volumes de dépôts (+3%) et de prêts (+4%) ont augmenté. La marge nette d'intérêts pour les neuf premiers mois de 2016 s'élève à 1,94%, soit une baisse de 11 points de base en glissement annuel.
- Une contribution accrue des résultats techniques des activités d'assurance (primes brutes acquises moins charges techniques brutes et résultat de la réassurance cédée : hausse de 8% à 320 millions d'euros), grâce à la progression des primes acquises dans les segments vie et non-vie, quelque peu compensée par l'augmentation des déclarations de sinistres. Dans l'assurance non-vie, le ratio combiné s'inscrit à 94% year-to-date. Sur le plan de l'assurance vie, les ventes ont augmenté de près de 27% grâce aux produits à taux garantis et de la branche 23.
- Une baisse des revenus nets de commissions (-18% à 1 074 millions d'euros) en raison du net recul des frais d'entrée sur les produits d'investissement ainsi que du repli des commissions de gestion (imputable à la composition des avoirs) et des commissions liées aux titres. À la fin septembre 2016, les actifs sous gestion totaux s'élevaient à 209 milliards d'euros, soit une hausse de 4% en rythme annuel découlant d'une progression de 1% des entrées nettes et de 3% du prix moyen.
- Une augmentation du résultat net des instruments financiers à la juste valeur (+12% à 317 millions d'euros), grâce à la forte hausse des revenus générés par la salle des marchés et à l'optimisation des ajustements de valeur (CVA, MVA, FVA), et ce malgré la dépréciation des instruments dérivés ALM.
- Une baisse de tous les autres éléments de revenu (-16% à 396 millions d'euros au total), ce qui inclut une hausse des plus-values nettes réalisées sur les actifs disponibles à la vente (+13% à 181 millions d'euros, grâce au gain sur la vente des actions Visa Europe au deuxième trimestre), un léger repli du revenu de dividende (-8% à 58 millions d'euros) et une diminution des autres revenus nets (-37% à 157 millions d'euros), dès lors que nous avons bénéficié d'un certain nombre d'éléments positifs non récurrents au cours des neuf premiers mois de 2015.
- Un léger accroissement des charges d'exploitation (+2% à 2 985 millions d'euros), imputable pour l'essentiel à l'augmentation des taxes bancaires (en hausse de 11%). Si l'on fait abstraction de ces taxes, les charges d'exploitation ont augmenté de 1% par rapport à un an plus tôt. En conséquence, le ratio charges/revenus s'établit à 57% year-to-date.
- Une forte baisse des réductions de valeur pour pertes de crédit (-71% à 71 millions d'euros). Par conséquent, le ratio de coût du crédit s'est inscrit à 0,07% pour l'ensemble du groupe, un excellent niveau qui reste toutefois intenable.

Ratio sélectionné pour le Groupe KBC (consolidé)	Exercice complet 2015	9M2016
Rentabilité et efficacité		
Rendement sur capitaux propres	22%	18%
Ratio charges/revenus, activités bancaires	55%	57%
Ratio combiné, assurance non-vie	91%	94%
Solvabilité		
Ratio common equity selon Bâle III (compromis danois, phased-in)	15.2%	15.1%
Ratio common equity selon Bâle III (compromis danois, à pleine charge)	14.9%	15.3%
Ratio common equity selon la méthode FICOD (à pleine charge)	14.0%	13.6%
Ratio de levier financier (« leverage ratio ») selon Bâle III (à pleine charge)	6.3%	6.2%
Risque de crédit		
Ratio de pertes sur crédits	0.23%	0.07%
Ratio de crédits impaired	8.6%	7.6%
pour les crédits présentant un arriéré de plus de 90 jours	4.8%	4.2%
Liquidité		
Ratio structurel de liquidité à long terme (NSFR)	121%	123%
Ratio de couverture des liquidités (LCR)	127%	137%

Déclaration relative aux risques

- Nos activités étant principalement axées sur la banque, l'assurance et la gestion d'actifs, nous nous exposons à certains risques typiques pour ces domaines financiers tels que, mais sans s'y limiter, les risques de défaut de crédit, les risques de contrepartie, le risque de concentration, les fluctuations des taux d'intérêt, les risques de change, les risques du marché, les risques de liquidité et de financement, les risques d'assurance, l'évolution de la réglementation, les risques opérationnels, les litiges avec les clients, la concurrence d'autres acteurs et de nouveaux opérateurs ainsi que les risques économiques en général. Bien que surveillés de près et gérés dans le cadre strict de règles de gouvernance et de limites, ces risques peuvent avoir une incidence négative sur la valeur des actifs ou occasionner des charges supplémentaires excédant les prévisions.
- À l'heure actuelle, nous estimons qu'un certain nombre d'éléments constituent le principal défi pour le secteur financier en général. Par conséquent, ils nous affectent également. L'incertitude réglementaire liée aux exigences en matière de capital constitue un thème majeur pour le secteur. D'autres grandes initiatives réglementaires concernent actuellement les exigences de fonds propres pour le risque de crédit, le risque opérationnel, le risque de trading, les risques ALM et l'amélioration de la protection des consommateurs. Les conditions de taux bas restent un défi permanent. Si cette phase de faibles taux devait perdurer, la rentabilité à long terme des banques, et certainement des assureurs, serait soumise à de fortes pressions. Le secteur financier est par ailleurs confronté aux risques systémiques découlant des évolutions politiques et financières, telles que le Brexit ou les craintes entourant le secteur bancaire dans certains pays. Les écrans radar des risques des établissements financiers montrent que la technologie financière constitue un défi supplémentaire pour le modèle d'entreprise des institutions financières traditionnelles. Enfin, les cyber-risques sont devenus l'une des principales menaces ces dernières années, pas uniquement pour le secteur financier, mais pour l'ensemble de l'économie.
- Sur le front macroéconomique, la croissance économique s'est révélée favorable au troisième trimestre. La croissance au sein de la zone euro a été stable en glissement trimestriel, à 0,3%, un rythme modéré qui s'inscrit globalement en ligne avec le taux potentiel de la région et découle d'une hausse de la consommation privée et d'une légère amélioration de la croissance des investissements. Le taux de chômage de la zone euro se situe à 10,1% au troisième trimestre, après avoir baissé plusieurs trimestres durant, ce qui témoigne une fois de plus de la nécessité de réformes structurelles. Au Royaume-Uni, la croissance est ressortie à 0,5% au troisième trimestre, un niveau relativement solide et quelque peu surprenant compte tenu de la décision en faveur du Brexit. Le secteur des exportations britannique a bénéficié de la forte dépréciation du sterling, tandis que les dépenses de consommation ont augmenté rapidement. Les incertitudes entourant les prochaines négociations sur le Brexit n'ont pour l'instant pas pesé sur le climat économique. Les

États-Unis ont crû à un rythme nettement plus élevé que le Vieux Continent au troisième trimestre. La croissance trimestrielle s'est accélérée à 0,7% (en termes non annualisés), essentiellement tirée par la hausse de la consommation privée et, dans une moindre mesure, des exportations nettes. La croissance de la consommation est restée soutenue par la forte progression des emplois nets ainsi que par la croissance lente mais durable des salaires, qui ont largement compensé le taux d'épargne relativement élevé des ménages américains. L'inflation globale a augmenté au troisième trimestre, essentiellement du fait de la hausse des prix de l'énergie en comparaison annuelle. Elle est ainsi passée de 0,1% en juillet à 0,4% en septembre au sein de la zone euro, l'inflation de base (hors prix de l'énergie et des produits alimentaires) demeurant globalement stable à un peu moins de 1%. Ce rythme ne se situe toujours qu'à mi-chemin seulement de l'objectif fixé par la Banque centrale européenne (2%). Les motifs sous-jacents qui permettent d'expliquer cette situation incluent le niveau toujours élevé du chômage, la croissance modérée des salaires nominaux et l'inflation négative des prix à l'importation. Aux États-Unis, où l'inflation a déjà renoué avec des niveaux plus « normaux », l'inflation globale a également gagné du terrain au troisième trimestre, passant de 0,9% en juillet à 1,5% en septembre. L'inflation de base s'est maintenue à un niveau stable d'environ 2,2%, un chiffre ici conforme à l'objectif fixé par la Fed.

- Les données relatives à la gestion des risques sont reproduites dans nos rapports annuels, les Extended quarterly reports et les Risk reports, tous disponibles sur le site www.kbc.com.

Opinions et prévisions

- Notre opinion sur les taux d'intérêt et taux de change : à 4,9%, le taux de chômage est proche d'un niveau synonyme de plein emploi aux États-Unis, tandis que l'inflation correspond à l'objectif de la Fed. Celle-ci est donc à deux doigts de remplir son double objectif de stabilité des prix et de plein emploi durable. Par conséquent, nous partons du principe que la Fed poursuivra sur la voie de la normalisation de son taux directeur en relevant sa fourchette cible de 25 points de base en décembre 2016. Pour 2017, nous anticipons deux hausses de taux supplémentaires, de 25 points de base à chaque fois. Parallèlement, dans le sillage de sa réunion de décembre, la BCE devrait fournir de plus amples détails quant à l'orientation que prendra son programme d'assouplissement quantitatif au-delà de mars 2017. Malgré la grande incertitude qui règne à ce sujet, la faiblesse de l'inflation dans la zone euro nous amène à penser que le programme sera étendu et qu'une certaine forme de « tapering » aura lieu en 2017, en vue d'un arrêt du programme quelque part en 2018. Sur la base de ses communications, la BCE ne devrait commencer à relever son taux de dépôt que bien après la fin de son programme d'assouplissement quantitatif, probablement en 2019. La poursuite attendue de l'expansion économique, en particulier aux États-Unis, et l'anticipation d'un relèvement des taux par la Fed en 2016 et 2017 devraient entraîner une légère hausse des rendements obligataires américains. Cela soutiendra également les taux allemands dans une certaine mesure, sur fond d'intégration mondiale des principaux marchés obligataires. Par ailleurs, la divergence attendue entre la politique de la Fed et celle de la BCE entraînera probablement une légère dépréciation de l'euro face au dollar US en 2017. Il est encore trop tôt pour mesurer l'incidence macroéconomique des élections américaines, encore que nous observons depuis peu une remontée des taux d'intérêt.
- Notre opinion sur la croissance économique : conformément à l'orientation rassurante de la croissance au troisième trimestre, nous anticipons une croissance économique soutenue aussi bien dans la zone euro qu'aux États-Unis pour le reste de 2016 et pour 2017, pour les raisons fondamentales suivantes : robustesse de la demande intérieure, notamment au niveau de la consommation des ménages, politique budgétaire légèrement accommodante et reprise de la croissance des investissements, en particulier aux États-Unis. Le commerce international devrait par ailleurs apporter une contribution modeste à la croissance économique. Par conséquent, la croissance économique au sein de la zone euro et aux États-Unis devrait progressivement s'accélérer au cours du reste de l'année 2016 ainsi qu'en 2017. Le premier trimestre 2017 ne verra cependant pas une croissance aussi robuste que le premier trimestre 2016 dans la zone euro. Le taux de croissance moyen en 2017 sera dès lors légèrement inférieur à celui de 2016. Nous continuons de faire preuve d'un optimisme prudent à l'égard de la croissance en Belgique, même si

les chiffres pour 2016 et 2017 devraient rester inférieurs aux niveaux de la zone euro, compte tenu de l'austérité budgétaire persistante. En Europe centrale, la croissance moyenne du PIB réel devrait se tasser sur l'année 2016 dans son ensemble, dans la mesure où l'impulsion donnée par les fonds de cohésion européens pour les investissements publics s'est dissipée. La croissance devrait selon nous repartir à la hausse dans toute la région en 2017.

- Prévisions de résultats de KBC : Nous avons mis à jour nos prévisions concernant les réductions de valeur pour pertes de crédit en Irlande, avec des libérations de provisions à hauteur de 10-50 millions d'euros pour l'exercice complet.

Vous trouverez l'explication des ratios utilisés à la fin du rapport trimestriel.

Pour tout complément d'information, veuillez contacter :

Wim Allegaert, Directeur Investor Relations, KBC Groupe
Tel +32 2 429 50 51 - E-mail : wim.allegaert@kbc.be

Viviane Huybrecht, Directeur Communication Corporate / Porte-parole KBC Groupe
Tel +32 2 429 85 45 - E-mail : pressofficekbc@kbc.be

* Ce communiqué contient des informations soumises à la réglementation sur la transparence des entreprises cotées en Bourse.

KBC Groupe SA

Av. Du Port 2 – 1080 Bruxelles
Viviane Huybrecht
Directeur
Communication Corporate/
Porte-parole
Tel. +32 2 429 85 45

Service Presse
Tel. +32 2 429 65 01
Tel. +32 2 429 29 15
Fax +32 2 429 81 60
E-Mail : pressofficekbc@kbc.be

Les communiqués de presse KBC peuvent être consultés sur www.kbc.com ou obtenus en envoyant un courriel à pressofficekbc@kbc.be

Suivez nous sur www.twitter.com/kbc_group
